

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud - CS 16326
44036 NANTES Cedex 2

Nantes, le 18/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GPMNSN

18 quai Ernest Renaud
BP 18609
44186 Nantes Cedex 4

Références : N5-2023-0922

Code AIOT : 0006301883

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2023 dans l'établissement GPMNSN implanté Quai des Darses Bassin de Penhoët 44600 Saint-Nazaire. L'inspection a été annoncée le 23/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle.

En août 2023, le Grand Port Maritime de Nantes - St-Nazaire a informé l'inspection des installations classées que la cessation des activités du site sera notifiée dans les prochaines semaines à la préfecture.

L'objectif de la visite est donc de faire un point de situation sur la mise en sécurité des installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GPMNSN
- Quai des Darses Bassin de Penhoët 44600 Saint-Nazaire
- Code AIOT : 0006301883
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le Grand Port Maritime de Nantes - St-Nazaire exploite, sur le site de St-Nazaire - Quai des Darses, des entrepôts frigorifiques associés à des installations de réfrigération à l'ammoniac.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise en sécurité des installations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Mise en sécurité des installations	Code de l'environnement, article R512-75-1-IV	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cessation de l'activité	Code de l'environnement, article R512-39-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Cessation de l'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. (...) Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III. Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par arrêté préfectoral du 15-07-1993, le Port Autonome de Nantes - St-Nazaire est autorisé à exploiter un terminal fruitier, Quai des Darses à St-Nazaire.</p> <p>La société Terminal Fruitier de l'Atlantique succède au Port Autonome de Nantes - St-Nazaire en tant qu'exploitant des installations ; ceci est acté par courrier du 20-06-1995.</p> <p>Le courrier du 22-04-2016 acte du nouveau changement d'exploitant de la société Terminal Fruitier de l'Atlantique vers le Grand Port Maritime de Nantes-St-Nazaire.</p> <p>L'entrepôt est constitué d'une zone de transit (d'une surface de 5 000 m²), de 4 cellules de stockage (d'une surface unitaire de 1 250 m²), d'un local de charge d'accumulateurs, de locaux techniques et de bureaux. Cet établissement est soumis à autorisation au titre des ICPE, du fait de la présence d'ammoniac (rubrique n°4735-1) dans les installations de réfrigération.</p> <p>Lors de la précédente inspection, il avait été constaté que les installations de réfrigération à</p>

l'ammoniac avaient été vidangées.

Depuis, l'exploitant a procédé au démantèlement des installations de réfrigération et à l'élimination des produits dangereux associés (glycols ; huiles ; acides sulfuriques) ; les bordereaux d'élimination des déchets pour ces produits ont été présentés lors de la visite.

Par ailleurs, l'exploitant a précisé qu'il avait décidé de mettre à l'arrêt ces installations définitivement ; un courrier en ce sens sera transmis à la préfecture dans les prochaines semaines.

Il a alors été rappelé les modalités de cessation d'activité pour les installations soumises à autorisation, définies aux articles R512-39-1 et suivants ainsi qu'aux articles R512-75-1 et suivants du code de l'environnement. En particulier, l'exploitant devra faire un appel à un prestataire pour la rédaction des différentes attestations liées à la mise en sécurité du site et à la démonstration de la compatibilité de l'état des terrains avec l'usage futur (en ayant au préalable réalisé les consultations sur les conditions de remise en état auprès de la collectivité).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°2 : Mise en sécurité des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R512-75-1-IV

Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité

Prescription contrôlée :

IV. La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

- 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;
- 2° Des interdictions ou limitations d'accès ;
- 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

Constats : Lors de la visite, il a été constaté :

- l'absence de déchets au niveau des bureaux et des cellules C1, C2 et C3 ;
- la présence de quelques déchets au niveau de la zone de transit (bois ; caddie ; machine à laver ; ...) ;
- la présence de déchets de cartons au niveau de la cellule C4 ;
- la présence de palettes en bois à l'extérieur, au niveau de l'entrée des locaux techniques ;
- le démantèlement des installations de réfrigération au niveau de la salle des machines (y compris, en extérieur, à l'étage) ;
- la présence de quelques déchets au niveau de la salle des machines (bois ; cartons ; tuyaux ; ...) ;
- la présence de déchets au niveau du local de charge (bois ; polystyrène ; cartons ; tuyaux ; anciens extincteurs et bouteilles ARI ; ...).

L'exploitant doit procéder, dans les meilleurs délais, à l'élimination des déchets présents dans les locaux dans le cadre de la mise en sécurité des installations.

Par ailleurs, d'après le plan des réseaux, avaient été mis en place une cuve enterrée d'un volume de 60 m³ pour la récupération des eaux susceptibles de contenir de l'ammoniac ainsi qu'une cuve enterrée d'un volume de 35 m³ et un séparateur d'hydrocarbures pour la gestion des eaux pluviales de voirie.

L'exploitant justifiera que ces installations ont été nettoyées et précisera la devenir de la cuve enterrée d'un volume de 60 m³.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet